

ENFO PRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

3^e année, n° 150

Du 21 au 28 novembre 1985

POLITIQUE

Demande d'informations eu égard aux disparus
Il affrontera de nombreuses demandes
Un membre du Haut-Commandement au Ministère de la Défense
On exige la destitution de l'Ambassadeur
Le retour d'officiers fidèles à Rios Montt
Invitation adressée à Cerezo

ECONOMIE

Nécessité de renégocier la dette

INSURRECTION

L'ORPA intensifie ses actions
Nombreux combats à San Marcos
Information relatant les affrontements

SITUATION SOCIALE

Malnutrition en hausse
On demande l'application de la loi
Préparation d'un nouveau mouvement de grève
Communiqué officiel, rejeté

DROITS DE L'HOMME

Enlèvements collectifs
Répression dénoncée
La violence perdure

10 P 123/5

POLITIQUE

DEMANDE D'INFORMATIONS EU EGARD AUX DISPARUS

La Commission Flamande de Justice et Paix lançait un appel, dans un communiqué publié dans les milieux de presse locaux le 22 novembre, aux représentants de l'armée nationale du Guatemala pour que ces derniers révèlent où se trouvent les milliers de détenus et de disparus "étant donné qu'ils ont été emmenés sous le commandement et la responsabilité de cette même armée".

L'Organisation humanitaire qui regroupe plus de 20 groupes religieux en Belgique, signale qu'elle a suivi de près et depuis longtemps déjà, la situation tragique qui est celle de la population guatémaltèque et, parmi les multiples injustices dont souffre le peuple guatémaltèque, on peut citer "la pratique abérrante" et officialisée de la disparition forcée.

IL AFFRONTERA DE NOMBREUSES DEMANDES

Le 27 novembre, des dirigeants de magistrètes, des ouvriers et des paysans, déclaraient que le nouveau gouvernement qui résulterait du deuxième tour électoral de 8 décembre, devra affronter en janvier prochain, des arrêts de travail et des grèves en vue d'obtenir une augmentation salariale et aux fins d'exiger qu'un terme soit mis à la corruption dans le secteur public.

De même, les dirigeants du Groupe d'Appui Mutuel -GAM- signalaient qu'ils exigeraient la libération, en vie, de tous les détenus et disparus et il a également été dit que l'emprisonnement et le procès des responsables des violations des Droits de l'Homme dans le pays, seraient demandés.

UN MEMBRE DE HAUT-COMMANDEMENT AU MINISTERE DE LA DEFENSE

Le Lieutenant-Colonel Edgar D'jalma Domínguez, qui jusqu'il y a peu occupait le poste de porte-parole de l'armée, signalait, le 24 novembre dans une entrevue accordée au journal Prensa Libre, qu'un membre du Haut-Commandement de l'armée actuel et du Conseil des Commandants sera nommé Ministre de la Défense du gouvernement qui entrera en fonction le 14 janvier prochain.

Domínguez a précisé, en outre, que mis à part le Général Rodolfo Lobos Zamora, actuel Chef d'Etat-Major de l'Armée, les généraux Gramajo et Letona, Commandants des plus importantes brigades du pays, figurent comme candidats possibles à ce poste.

ON EXIGE LA DESTITUTION DE L'AMBASSADEUR

Le 27 novembre, le parti des Verts de République Fédérale d'Allemagne exigeait de son propre gouvernement la destitution immédiate de l'Ambassadeur allemand au Guatemala, étant donné que ce dernier a appuyé le maintien d'une dictature militaire dans le pays.

Des députés écologistes et pacifistes, au retour d'une visite au Guatemala, ont mis en relief l'appui fourni par ledit ambassadeur au régime militaire du Général Mejía Victores et à ses projets.

LE RETOUR D'OFFICIERS FIDELES A RIOS MONTT

Le 26 novembre, on apprenait que des officiers militaires qui ont pris part au coup d'Etat de 1982 renversant le régime du Général Romeo Lucas revenaient au pays après avoir occupé dans différentes ambassades d'Amérique Latine des postes de Conseillers militaires.

INVITATION ADRESSEE A CEREZO

Le 21 novembre, les milieux de presse signalaient que le candidat démocrate-chrétien, à la présidence guatémaltèque, Vinicio Cerezo, grand vainqueur du premier tour des élections guatémaltèques, a été invité par le Vice-Président des Etats-Unis, George Bush, à se rendre en décembre dans ce pays et d'entamer des conversations portant sur l'aide économique et militaire de la Maison Blanche au Guatemala et sur la crise qui affecte l'Amérique Centrale.

ECONOMIE

NECESSITE DE RENEGOCIER LA DETTE

Le 22 novembre, le Président de la Banque du Guatemala, le Colonel Jorge Luis Monzón,

signalait que le paiement des intérêts de la dette extérieure absorbait 50 % des devises que le pays obtient par le biais des exportations de produits agricoles.

Le fonctionnaire a précisé que le Guatemala devra, pour 1986, négocier de nouveaux arrangements avec ses créanciers eu égard au paiement de la dette. Si ce n'était pas le cas, le pays ne disposera pas de la solvabilité indispensable à la tenue de ses engagements.

INSURRECTION

L'ORPA INTENSIFIE SES ACTIONS

Le 24 novembre, l'ORPA, l'Organisation du Peuple en Armes, mentionnait que des forces insurrectionnelles avaient attaqué, le 21 novembre, le détachement militaire El Ferrol, situé dans une plantation de café de la municipalité El Tumbador, dans le département de San Marcos, occasionnant de la sorte, pour le moins, 18 pertes dans les rangs des soldats.

Le rapport indique également que ce même 21 novembre, dans le département de Sololà, les forces de l'ORPA étaient à l'origine de trois autres pertes au sein de l'armée, lorsqu'une compagnie de troupes spéciales (Kaibiles) cherchait à s'emparer d'une position rebelle sur les flancs du volcan Atitlán.

Après avoir échoué dans leur tentative, les Kaibiles se sont repliés, permettant à la force aérienne de bombarder la région, en alternant l'utilisation d'hélicoptères URL et d'avions A-37 B. Ces informations proviennent du même rapport, qui signale également que les rebelles n'ont souffert aucune perte.

NOMBREUX COMBATS A SAN MARCOS

Le 27 novembre, le journal télévisé, TELEPRENSA, stipulait qu'au moins 10 soldats avaient trouvé la mort au cours d'une attaque des forces insurrectionnelles portée contre un convoi militaire qui circulait dans les environs de la propriété La Soledad, dans le département de San Marcos.

Le rapport mentionne également que trois camions militaires qui transportaient des troupes ont été mitraillés, le 25 novembre, par des unités insurrectionnelles qui opèrent dans la région.

INFORMATION RELATANT LES AFFRONTEMENTS

Un communiqué militaire diffusé le 23 novembre relate qu'un affrontement entre soldats et insurgés a eu lieu, le 22 novembre, aux alentours de la bourgade Cuatro Pueblos, située dans le département de El Quiché, se soldant par 6 morts, trois soldats et trois guérilleros.

Le Bureau des Relations Publiques de l'armée a signalé, en outre, que le 24 novembre, un nouvel affrontement entre troupes officielles et guérillères s'était produit non loin de la bourgade Machaquilla, San Luis, à El Petén et avait entraîné la mort d'un rebelle. Les FAR, Forces Armées Rebelles, précisent, de leur côté, qu'au cours de la même embuscade, elles ont occasionné un nombre indéterminé de pertes au sein de l'armée régulière.

SITUATION SOCIALE

MALNUTRITION EN HAUSSE

Le 26 novembre, le Docteur Susan Pettis, Conseiller auprès de l'UNICEF et auprès de l'Institut Hellen Keller, qui se trouve actuellement au Guatemala, déclarait que le nombre d'enfants aveugles irait croissant, et ce de façon importante, si aucunes mesures visant à freiner les indices élevés de malnutrition, n'étaient prises.

D'autre part, le député Carlos Gehler Matta a précisé que 82 % des enfants de moins de 5 ans souffraient de la dénutrition et que le pourcentage augmentait surtout dans le nord-ouest du pays.

ON DEMANDE L'APPLICATION DE LA LOI

Le 19 novembre, la Centrale de l'Unité Syndicale de Guatemala -CUSG- émettait un communiqué engageant le gouvernement à appliquer la loi de protection du consommateur.

La CUSG signale qu'en dépit des prix plafonds fixés par le gouvernement à la suite des manifestations populaires de septembre dernier, la hausse immodérée des prix des

produits de base se poursuit.

PREPARATION D'UN NOUVEAU MOUVEMENT DE GREVE

Le 27 novembre, les dirigeants du secteur de l'enseignement déclaraient qu'un nouveau mouvement de grève visant à obtenir de meilleurs salaires et la fin de la corruption dans les bureaux du Ministère de l'Education était envisagé au mois de janvier prochain par quelques 35 000 professeurs.

COMMUNIQUE OFFICIEL, REJETE

Le 27 novembre, les dirigeants de la Fédération Centrale des Travailleurs et de la Fédération Paysanne de Guatemala rejetaient un communiqué officiel qui alléguait que quelques 1 900 entreprises privées avaient, au cours de cette année, augmenté, volontairement, le salaire de leurs travailleurs.

Les dirigeants ont mis l'accent sur le fait que les salaires minima étaient figés depuis plusieurs années et ils ont signalé qu'ils adopteraient des mesures de pression si le gouvernement persistait dans son attitude de fuite des responsabilités, à savoir son obligation, conformément à la loi, de fixer de nouveaux salaires.

DROITS DE L'HOMME

ENLEVEMENTS COLLECTIFS

Le 19 novembre, les parents de nouvelles victimes dénonçaient l'enlèvement, le 14 novembre, des paysans suivant : José Sical, Celestino Sait Coy, Saturnino Coksul, Romualdo Matzul et Macario Xibil. Ces paysans ont été emmenés par des effectifs des forces de sécurité gouvernementales qui ont violé leurs domiciles respectifs, dans la municipalité de San José Poaquil, dans le département central de Chimaltenango.

REPRESSION DENONCEE

Le 20 novembre, des paysans, principalement des indigènes, dénonçaient devant l'Assemblée Nationale Constituyente le fait que des commandos de l'armée semaient la terreur dans le département de Chimaltenango du fait des nombreux enlèvements qui sont perpétrés dans la région.

Ces mêmes paysans signalent qu'aucun des disparus n'avait été localisé et soulignent que les enlèvements se produisent généralement en présence de témoins ou de parents et dans les lieux de travail ou les domiciles des victimes.

LA VIOLENCE PERDURE

Les milieux de presse ont fait savoir que le 25 novembre, 7 personnes avaient été assassinées dans des lieux publics situés à divers endroits du pays. Les proches des victimes ont rendu, dans la plupart des cas, les forces de sécurité gouvernementales, responsables.

Fernando Garcia Samayoa, étudiant en droit de l'USAC a été enlevé le 19 novembre, dans son domicile de la capitale guatémaltèque.

De même, les cadavres de Magdalena de León et Mirtala A. Beloso, deux personnes qui avaient été enlevées récemment, ont été retrouvés dans la périphérie de Nueva Concepción à Escuintla.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX